

Déclaration de Georges MARCHAIS (21 h 45)

LE Parti Communiste Français constate, avec satisfaction, que le second tour de scrutin constitue un succès certain pour les formations démocratiques, qui avaient réalisé, dans la plupart des communes, une large union face à la coalition réactionnaire dirigée par l'U.D.R.

Les listes d'union démocratique conduites par un communiste gagnent pour l'instant la municipalité à Firminy, Saint-Dizier, Arles, Rosny-sous-Bois, Savigny-sur-Orge, Amiens. Nos deux municipalités en ballottage, Nîmes et Sarcelles, sont réélues.

Nous avons trente-neuf maires communistes dans les villes de plus de 30.000 habitants. Nous en comptons dès maintenant 46, avec Calais gagnée au premier tour.

Par ailleurs, nous gagnons des villes importantes comme Dieppe, Hirson, Sèvres.

Nous gagnons en outre des municipalités de communes rurales et de communes de moyenne importance. En général, dans les communes petites et moyennes, nous consolidons nos positions.

LA plupart des municipalités dirigées par un maire socialiste sont réélues grâce au désistement communiste.

C'est également grâce au soutien communiste que la gauche conquiert de nouvelles positions, par exemple à Pau, La Rochelle, Orléans, pour ne parler que des villes de plus de 30.000 habitants.

Le second tour de scrutin démontre l'efficacité de l'entente entre partis de gauche, notamment entre socialistes et communistes.

Nos deux partis en ont tiré profit au détriment de l'U.D.R. qui est mise en échec dans sa tentative de faire main basse sur les villes. On note également que 7 ministres sont battus.

La politique d'union développée avec audace par le Parti Communiste Français a été ratifiée par les forces ouvrières et démocratiques. Elle aurait remporté un succès encore plus général si l'union avait été réalisée dans toutes les villes de plus de 30.000 habitants dès le premier tour, comme nous le préconisions.

IL convient maintenant, pour les partis de gauche, d'offrir à notre peuple une alternative commune, claire et mobilisatrice.

C'est nécessaire si l'on veut en finir avec la politique antisociale et antidémocratique du pouvoir.

C'est possible, comme le montre le premier bilan, positif, publié à l'issue des discussions engagées entre notre Parti et le Parti socialiste. Il faut poursuivre dans la voie ainsi ouverte de façon à aboutir à un accord politique de lutte et de gouvernement.

Dans le même temps, fort de la confiance de millions de travailleurs, notre Parti va intensifier ses efforts pour que se développe l'action unie de la classe ouvrière et des autres couches sociales victimes de la néfaste politique du pouvoir afin d'imposer la satisfaction de leurs légitimes revendications.

CONFIRMATION

LE résultat du deuxième tour confirme en l'accentuant celui du premier.

Non seulement le Parti Communiste garde les 39 municipalités de plus de 30.000 habitants qu'il détenait, mais il en conquiert 7 de nouvelles sur l'U.D.R. et la droite : Arles, Amiens, Calais, Saint-Dizier, Firminy, Savigny-sur-Orge, Rosny.

Parmi les très nombreuses villes de moins de 30.000 habitants qui sont gagnées, citons Sèvres, Dieppe, Hirson, Hans. Rien que dans l'Essonne, nous gagnons cinq villes.

Ces gains viennent s'ajouter à ceux du pre-

mier tour, parmi lesquels, rappelons-le, Palaiseau, Douarnenez, La Voulte, Montereau, Châteauneuf.

En outre, des conseillers communistes entrent dans de très nombreuses municipalités.

Le désistement communiste a permis aux socialistes de garder la plupart de leurs municipalités menacées par la droite. Ainsi Lille où la liste UDR pourtant conduite par un ministre est nettement défaite, Saint-Nazaire, Clermont-Ferrand.

René ANDRIEU.

● SUITE EN PAGE 4

POUR LE 100^e ANNIVERSAIRE

GRAND INTERNATIONAL demain à 20 heures

SOUS LA PRESIDENCE DE

Georges MARCHAIS

secrétaire général adjoint
du Parti Communiste Français

Confirmation

(Suite de la 1^{re} page)

Grâce à notre désistement, un certain nombre de municipalités importantes ont été arrachées à la droite pour passer aux radicaux comme La Rochelle ou Orléans.

Par contre à Toulouse tous les efforts déployés par le Parti Communiste n'ont pas suffi pour conserver la mairie aux socialistes qui la détenaient. Il est clair que si notre proposition d'une liste commune de la gauche dès le premier tour n'avait pas été rejetée, M. Baudis ne serait pas entré au Capitole. Une leçon à méditer.

ON notera qu'un nombre considérable de personnalités de l'U.D.R., dont plusieurs ministres, ont été laissées pour compte.

Après M. Vivien qui les avait tous devancés, on a vu tomber M. Ortoli, ministre de l'Industrie, à Lille, M. Dechartre, secrétaire d'Etat au chômage, à La Rochelle, M. Léo Hamon, ministre de la parole, sorti avant même d'être sortant à Bures-sur-Yvette, M. Comiti, secrétaire d'Etat à la Jeunesse à Marseille, M. Duvillard, ministre des Anciens combattants à Orléans, M. Tinaud, les députés U.D.R. Neuwirth, Terre-

noire, Lucas, Arnaud, Bécam, Trémeau, Collette, Tondût, pour n'en citer que quelques-uns.

Or si l'on considère qu'un membre du gouvernement ne se risque pas dans une élection locale sans avoir tâté le terrain et qu'il bénéficie, de surcroît, d'une certaine « rente de situation » au départ, on mesurera les difficultés auxquelles se heurte l'U.D.R. dans ses tentatives de quadriller le pays.

À Paris, l'U.D.R. avait claironné qu'elle allait enlever tous les sièges au second tour. Elle est très loin du compte puis-

que la gauche l'emporte dans cinq secteurs.

Le succès remporté par les listes d'union est net. Il l'aurait été davantage encore si notre tactique avait été suivie par tous les autres partis de gauche dès le premier tour. Car si la division fait le jeu de l'U.D.R. l'union profite à toute la gauche.

Malgré les points faibles qui demeurent, on peut estimer que de meilleures conditions plus favorables sont créées pour le rassemblement des forces démocratiques. La bataille, en effet, se pours-

R. A.